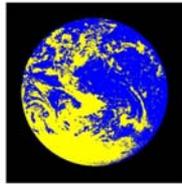


Republika Zemiija ~ Република на Земјата
 Երկրամեծի Հանրապետություն ~ Republika Ziemska
 Република Света ~ República da Terra
 Republiek van de Wereld ~ 地球共和国
 Dësh Këndëtrata ~ Republika Zemë
 Dunyo Respublikasi ~ Maa Vabariik
 A Föld Köztársasága ~ 지상공화국
 Република Земли ~ زېمېنې جمهوریت
 جمهورية الأرض ~ Žemės Respublika
 Republika Terēi ~ የክም ረገጥ ገብር
 Երկրամեծի Հանրապետություն ~ Jordens Republik
 Республика Земли ~ Lýðveldi Jarðar
 Republika Zemlje ~ Prutuviye Janarajaya
 Jamhuuriyada Arlada ~ Republik Bumi
 Republika Pământului ~ רפובליקת הארמה
 Zemes Republika ~ Yerküresi Respublicasi
 ফুিবািব প্রজাতন্ত্র ~ Жер Өөлке Республикасы



Respubliko de la Tero - Δημοκρατία της Γης
 Res publica Terrae - Republic'n Onab
 Repoblikan'nv Tanv - Dűnya Cumhuriyeti
 República de la Tierra - Republika e Tokës
 Republique de la Terre - Cộng Hoà Trái Đất
 Maan Tasavalta ~ Republika ng Lupain
 Ilizwe Lomhlaba ~ جمهوری جهان
 Pöblacht an Donkain ~ Aardsrepubliek
 Republic of the Earth - Երկրամեծի Հանրապետություն
 レプブリカ テラ テラ ~ Jamhuri Wattan
 Republik de la Ter ~ Jordens Republikk
 Жер Республикасы ~ Republic Dunia
 Республика Землі ~ Tanah Republik
 Jamhuri ya Dunia ~ República de la Terra
 Дунё Республикаси ~ Republik der Erde
 Երկրամեծի Հանրապետություն ~ Bishwa Rashtra
 ԿՐԸ ՀՂՂՈՒԻ ~ Repubblica della Terra

République de la Terre ou Empire Mondial

L'impérialisme est la tendance d'un État à étendre sa domination et à exercer son hégémonie sur les autres nations. Historiquement, l'empire est constitué par un group de Pays dominés par un seul État qui utilise la force économique et militaire pour imposer son pouvoir politique. L'empire mondial est différent. Il n'est plus un ensemble de Pays, mais un système des rapports économiques, monétaires et financières assujetti à une règle unique par laquelle le plus riche est le plus fort et, on sait que le plus fort à toujours raison. Il est un système par lequel peu de personnes, en utilisant l'État le plus fort de la planète, dominant le monde. Pour la première fois, le pouvoir politique d'un empire ne supère pas tous les autres pouvoirs et il est dominé par la finance internationale.

Les États-Unis d'Amérique

Il y plus d'un siècle, les États-Unis d'Amérique ont la tendance à étendre leur pouvoir politique, économique et militaire¹ sur toute la planète et à exercer leur présumée suprématie culturelle sur tous les peuples. Cette tendance naît de deux nécessités, une populaire et nationale, l'autre d'une restreinte élite internationale.

La nécessité populaire est constituée par l'intérêt économique des citoyens des États-Unis. Ils savent que leur niveau de bien-être requit des ressources naturelles au coût minime et des clients auxquels vendre les biens et, surtout, prêter les services². Ils savent que pour se procurer les matières premières et l'énergie à un coût bas il faut avoir le control des Pays où se trouvent les ressources. Ils savent que pour se garantir les débouchés aux marchés il faut avoir rapports privilégiés³ avec les clients potentiels.

Les nécessités de l'élite sont de nature financière. Moins de mille personnes contrôlent la plupart de la finance mondiale et ils utilisent les États-Unis en tant qu'un moyen pour leur stratégie de pouvoir. L'instrument principal de cette stratégie est le dollar, une monnaie désormais dépourvue de valeur réelle avec laquelle, toutefois, on garantit presque toutes les autres monnaies, on paye le pétrole et les matières premières, on produit des armes, on soutient les armées et on contrôle l'information. Dans l'intérêt de cette élite, les États-Unis dominant les autres États et leurs organisations internationales, les Nations Unies comprises, l'Institut Monétaire International et la Banque Mondiale.

Pour le bien-être exclusif de son peuple et pour le pouvoir global de l'élite financière internationale (si forte de pouvoir se permettre de ne se faire même pas voir), les États-Unis déroulent la fonction de pivot, de «Pays guide», autour duquel tournent les rapports d'un système universel qui implique tous les Pays en les soumettant à une unique autorité. Celui qui éprouve à échapper à cette stratégie de pouvoir, il doit être

¹ Les frais militaires USA sont le 40% du total mondial, environ le 60 % du total de tous les autres Pays.

² Les services représentent le 80% du PIB des Etats-Unis.

³ Soutenus par l'influence politique et militaire.

frappé aussi avec la force. L'empire mondial ne peut pas tolérer l'indépendance politique d'aucun État ni la souveraineté populaire d'aucune nation, même pas du peuple du «Pays guide», parce que tout doit être ou devenir fonctionnel au pouvoir de la finance internationale. Avec cet empire, tous les peuples doivent accepter l'idée d'un système global de valeurs assimilées à ceux-là du «peuple guide» et tous les États doivent avoir gouvernants qui acceptent la suprématie de l'«État guide».

On n'admet pas les paiements internationaux des ressources stratégiques si non en dollars⁴. Le libre change doit être fonctionnel aux exigences économiques du peuple qui domine et le système financier et du crédit ne doit jamais enfuir au contrôle de l'élite. On n'admet pas le renforcement militaire des Pays qui pourraient entamer le primat de l'«État guide» qui, s'il y a besoin, il peut violer impunément le droit international, en adaptant chaque règle à ses propres exigences.

Qui soutient-il cet empire? Tout d'abord, les citoyens des États-Unis, parce que sans l'empire ne pourrait se permettre leur actuel niveau de vie. Depuis, qui accepte paiement en dollars, puisque la monnaie est le moyen le plus concret d'une stratégie de domination. Celui qui accepte les dollars aide celui qui le frappe à fabriquer des armes et à faire des guerres. Si le dollar n'était plus accepté en paiement, l'empire n'existerait plus. Mais l'empire est soutenu aussi par celui qui adopte le style de vie du «peuple guide», qui élit gouvernants soutenus par l'élite qui contrôle l'état dominant, qui acquit des biens d'entreprises du Pays dominant mais produit ailleurs, qui aide l'État dominant à combattre contre les autres nations et qui justifie les guerres voulues par les États-Unis, surtout lorsque la majorité des peuples manifeste contre eux. En fin, celui qui soutient l'empire et qui renonce à sa liberté et à sa dignité pour satisfaire les vainqueurs, celui qui connaît le juste mais qui se conduit différemment, celui qui en connaissant la réalité la falsifie et la déforme et celui qui reste indifférent à la loi du plus fort.

Qu'est-ce que provoque l'empire mondial? Tout d'abord, la guerre infinie⁵ que l'«État guide» a forcé à faire, soit pour punir chaque rébellion, soit pour affirmer son primat militaire, soit pour intérêt de celui qui produit et vend les armes, soit pour maintenir dynamique et prouver sur le champ son appareil de guerre. L'empire mondial ne pourra jamais conduire à la paix, parce que sa même existence est fondée sur la suprématie militaire de l'État dominant que, pour dérouler sa fonction, doit faire la guerre. Non une guerre entre civilités ou religions, mais un contraste incurable entre une minorité qui veut dominer le monde et Pays, États, nations et groupes qui n'acceptent pas cette domination indiscutable et trouvent le courage et la force de se rebeller. Depuis, la pauvreté de la majorité des habitants de la planète, en tant que condition nécessaire pour empêcher aux autres peuples de se mesurer au pair avec celui dominant. Troisième, l'insécurité globale, nécessaire pour continuer à faire sentir aux masses l'exigence d'une «police» impériale qui intervient dans les situations de crises et qui, au contraire de s'opposer ou d'atténuer les conflits, agrandit et multiplie ses manifestations les plus violentes.

Où nous conduit l'empire mondial? Nous pouvons nous tenir peinard. Il ne nous conduit pas à la destruction de toute l'humanité, parce que celui qui gouverne l'empire veut préserver soi-même. Il nous conduit à la concentration des ressources et de la richesse, à la sélection de sujets les plus utiles à la stratégie impériale et, donc, de

⁴ Au 2000, l'Iraq avait décidé de dénommer le prix du pétrole en Euro, en substitution du dollar. En avril 2003, autres Pays de l'OPEC étaient en train de le faire. Le risque de la progressive substitution de la dénomination du prix du pétrole de dollar à Euro est une de causes principales de l'invasion en Irak.

⁵ Ceci est le signifié de la guerre.

sujets les plus disposés à l'accepter. Il nous conduit à la plus grande respectabilité d'apparence, arrière laquelle se cache le cynisme et la fraîcheur de celui qui considère les autres en tant que moyens pour son affirmation personnelle. Il nous conduit à considérer le pouvoir en tant que le bien le plus grand pour lequel faire n'importe quel sacrifice. Il nous conduit à considérer la démocratie en tant qu'une concession qui correspond aux aspirations sociales et psychiques et jamais en tant que concrète souveraineté populaire et à accepter comme démocratie réelle et substantielle celle qu'au contraire est seulement une fiction formelle soutenue du système de l'information de masse. Et celui qui n'accepte pas cette situation doit être marginé ou supprimé.

L'empire mondial a plusieurs de points faibles, mais ils ne sont pas utilisés. Ainsi, même celui qui n'est pas d'accord avec les choix de l'«État guide» demande, depuis, sa monnaie, il travaille dans ses entreprises, il produit ses armes, il écoute ses informations, il utilise ses produits, il s'adapte à parler sa langue, il se laisse dévier de ses acteurs.

Mais c'est inutile affronter cet empire sans l'alternative concrète. Il est l'expression de la mondialisation de la politique, conséquence de la globalisation⁶ et de l'augmentation de la dépendance de l'économie des marchés financiers⁷. Naît du retard du système politique par rapport à celui économique, l'empire mondial est, jusqu'à ce moment, l'unique projet de gouvernement international des politiques économique des États nationaux. La structure de l'empire tend à émuler la structure intérieure des États-Unis, où il y a deux siècles peu de groupes organisés⁸, avec le consensus des groupes de pression les plus importantes, ils désignent les candidats aux assemblées législatives et au gouvernement de la République fédérale et des États qui en font partie.

Comme le gouverne national et les États des États-Unis sont strictement liés dans un système administratif de fédéralisme coopératif -dans lequel les États administrent les fonds que le gouvernement alloue pour chaque programme selon des standards opérationnels fixés par les organismes fédéraux- ainsi les États-Unis voudraient transformer tous les États de la Terre en sujets administratifs les choix desquels soient fixés par l'«État guide».

⁶ Procès d'intégration entre les économies de la plupart des Pays du monde qui s'est développé surtout à partir de la fin de la Seconde Guerre Mondiale et il est constitué d'un complexe de phénomènes, entre lesquels l'augmentation des rapports commerciaux internationaux, la diffusion des multinationales et l'augmentation de la dépendance de l'économie des marchés financiers.

⁷ Il y a deux décennies, les bourses et les autres marchés financiers se sont répandues dans tout le monde grâce au développement des technologies informatiques. Ces changements ont favorisé les spéculateurs, investisseurs qui acquit ou vent des quantités considérable de titres ou de monnaie exclusivement pour en trahir un gain, en cherchant d'anticiper les changements de la demande et de l'offre. Plusieurs banques et sociétés d'investissement sont devenues si riches qui peuvent influencer, toutes seules, le cours du marché financier, qui, donc, dépend toujours moins, des variations de l'économie réelle, c'est-à-dire de la production et des investissements: on parle au regard de dépendance de l'économie des marchés financiers, un phénomène qui regard particulièrement les Pays à économie de marché développée, c'est-à-dire les Pays du Nord Amérique, de l'Europe occidentale et du Sud-est asiatique.

⁸ Les partis politiques étasuniens sont historiquement deux, le Parti Républicain et le Parti Démocratique, qui se partagent tous les sièges du Congrès et des Assemblées législatives des États fédérés. Ces deux partis désignent aussi le Président des États-Unis et tous les gouverneurs de chaque État.

Cette mentalité se manifeste concrètement avec la politique des Nations Unies⁹ et avec les choix du Fonds Monétaire International, de la Banque Mondiale, du Pacte Atlantique, de l'Organisation Mondiale du Commerce, c'est-à-dire de tous ces organismes-là sur lesquels les États-Unis exercent directement ou indirectement leur hégémonie.

Il y a cinquante ans, on a pensé que l'Organisation des Nations Unies pouvait maintenir l'équilibre international¹⁰ et la paix. Née en 1945¹¹ des cendres de la Société des Nations¹² et précédée de la Carte Atlantique¹³, l'ONU a essayé de prendre plusieurs décisions pour assurer la paix mondiale et le droit de détermination des peuples. Malheureusement, quelques décisions n'ont été jamais approuvées à cause du droit de veto, pendant que des autres, malgré leur approbation, sont restées inécoutées.

Si dans la période de la Guerre Froide il n'y a pas été une catastrophe, on doit remercier plus la force de dissuasion des arsenaux nucléaires des deux superpuissances que les décisions des Nations Unies.

L'ONU a la limite d'être une organisation d'États la légitimation de laquelle, et les initiatives de laquelle, ne peut pas faire abstraction de la volonté des participants et surtout de l'«État guide» de l'empire.

La République de la Terre

Certains intellectuels illuminés ont analysé la situation en expliquant l'état des choses, mais ils n'ont jamais indiqué des solutions concrètes.

Le dépassement de l'empire mondial demande une alternative politique idéale, une nouvelle vision des institutions au service de tous les habitants de la planète et non d'une ristrette minorité organisée. Il demande l'adoption d'un gouvernement mondial élu directement des habitants de la planète qui puisse se confronter avec les gouvernements des États et de leurs organisations internationales pour résoudre les problèmes propres de tout le genre humain. Ce gouvernement n'implique pas l'abolition des États mais plutôt la modification de leur identité d'organismes centralisés et leur transformation en organismes de gestion des choses publiques sur lesquelles ils ont la juridiction, en renforçant les autonomies régionales sur la base d'exigences et vocations homogènes.

Les romains, qui pour la première fois ont adopté la république (du latin *res publica*, «la chose publique») il y a 2500 ans, avec ce terme ont indiqué une nouvelle forme de gouvernement, antithétique à la monarchie et édifée sur l'idée de bien commun et d'une particulière dimension de la cohabitation fondée sur l'intérêt général et sur le

⁹ Dans le Conseil de Sécurité desquelles les États-Unis ont le droit de veto et lorsqu'il ne suffit pas, ils agissent abstraction faite de décisions soit du Conseil de Sécurité soit de l'Assemblée Générale.

¹⁰ Il faut remarquer que malgré leur énorme endettement public, il n'y a jamais été un rapport du Fonds Monétaire International qui donnait des sujétions aux États-Unis.

¹¹ À la Conférence de San Francisco en juin 1945, les délégués de cinquante nations, toutes en guerre contre l'Axe (Allemagne et ses alliés), elles approuvèrent les 111 articles du statut des Nations Unies.

¹² La Société des Nations a été constituée en 1919 avec le Traité de Versailles, pour initiative des États-Unis, mais le traité constitutif ne fut jamais ratifié du Sénat des États-Unis qui refusa le texte de l'article X, avec lequel se prévoyait l'intervention conjointe des puissances adhérentes à la Société dans le cas où il y aurait été une agression contre une entre eux.

¹³ La Carte Atlantique a été souscrite entre les États-Unis et le Royaume Uni le 14 août 1941. Dans la Conférence de Washington du 1^{er} janvier 1942, vingt-six Pays déjà en guerre contre l'Allemagne et ses alliés ont adhéré à la Carte Atlantique.

consensus de tous pour une spécifique façon d'organiser la vie publique. Il s'agit d'une forme de gouvernement et non d'une forme d'État, un concept inconnu jusqu'au moment où, après le Moyen-Âge, avec l'écroulement du système féodal et l'accession de la bourgeoisie ils se créèrent les conditions pour commencer une centralisation du pouvoir dans les mains d'un souverain.

Le terme «république» est donc étymologiquement antithétique au terme «états», considéré comme un appareil bureaucratique par lequel organiser le retrait fiscal, une armée et une législation unique. Non par hasard, le procès de formation de l'État rejoignit sa phase culminante à l'époque de l'absolutisme¹⁴, c'est-à-dire un système politique où le souverain n'était pas sujet au contrôle des gouvernés, jusqu'au moment où - après la Glorieuse Révolution anglaise, la guerre d'indépendance américaine et la Révolution française- s'affirma le principe de la souveraineté populaire, sur la base de laquelle peut gouverner seulement celui qui ait reçu le consensus des gouvernés, qui expriment leur volonté à travers une assemblée qui les représente.

Comme la république était pour Rome la forme de gouvernement de la chose publique, ainsi la République de la Terre est un système de gouvernement de la chose publique des habitants de la planète, c'est-à-dire la planète-même. La République de la Terre ne se pose pas en antithèse avec les autres États et leurs organisations internationales¹⁵, mais elle propose la formation d'une cohabitation fondée sur l'intérêt commun et sur le consensus de chaque être humain sur les principes fondamentaux qui les luttes des peuples ont affirmé mais qui sont restées seulement des théories irréalisées: liberté, égalité, justice, développement, bien-être, solidarité, sécurité et paix pour toutes les personnes qui vivent sur la Terre.

Pour réaliser ces principes, les habitants de la planète avec au moins seize ans élisent directement leurs représentants dans une Assemblée internationale, qui à son tour élit le Gouvernement de la République. Dans cette façon, on réalise concrètement la souveraineté des habitants de la planète qui avec l'Assemblée internationale élisent directement leur plus haute autorité législative en confiant au Gouvernement de la République leur pouvoir exécutif le plus grand.

Aucun pouvoir politique, économique, financier ou militaire ne peut rivaliser avec l'autorité conférée directement par tous les habitants de la planète. Pour cette raison, son autorité doit être limitée à quelques aspects fondamentaux d'intérêt général et être rigoureusement exclue des choix nationaux et régionaux intérieurs de chaque Pays.

Les deux questions les plus urgentes qui doit résoudre la République de la Terre sont la paix¹⁶ et la redistribution de la richesse sur la planète¹⁷.

Une Assemblée internationale élue par milliards de personnes a l'autorité pour induire les États à exclure le recours aux armes, pour convaincre celui qui utilise les armes

¹⁴ C'est-à-dire un système politique où le souverain n'était pas sujet au contrôle des gouvernés, comme en Europe pendant le XVI^{ème} et le XVII^{ème} siècle.

¹⁵ Les Nations Unies ne doivent être dissoutes. Elles représentent tous les États, le pouvoir public, et elles peuvent être un valide interlocuteur de la République de la Terre, pour laquelle est plus opportune une confrontation avec les nations Unies plutôt qu'avec chacun État.

¹⁶ La paix ne peut plus être considérée comme le résultat d'un conflit social et économique mais comme présupposition essentielle pour un développement général et équilibré, donc, un choix de principe, qui exclue la force et la violence du genre humain.

¹⁷ Aujourd'hui, un quatrième de nous produit et consomme trois quatrièmes de la richesse de la planète et l'1% de nous contrôle plus que la moitié de l'entière richesse.

pour la lutte politique à abandonner cette méthode et pour éviter que cette pratique soit adoptée dans l'avenir.

Pour redistribuer la richesse il faut reconduire la monnaie à sa fonction originelle de moyen de paiement dans les échanges de biens et services¹⁸ et rétablir que la monnaie doit représenter valeur réelle dès l'émission.

Inventée en 1994 et formée dans le 2001, avec une Constitution qui établit les principes fondamentaux unanimement reconnus et les relatives Dispositions de Réalisation, la République de la Terre peut maintenant commencer à dérouler sa fonction pour la paix, la sûreté et le développement de tous les habitants de la planète. C'est la seule alternative.

Avant tout, il faut élire l'Assemblée internationale de la République de la Terre. La première élection se déroulera entre le 13 et le 19 février 2005. Les demandes d'élection devront parvenir dans le 13 novembre 2004. La liste des candidats sera publiée dans le 13 décembre 2004.

Pour participer à l'élection de l'Assemblée internationale il faut faire partie de la République de la Terre¹⁹.

Les procédures pour l'élection de la première Assemblée internationale appliquent la Constitution et les Dispositions de Réalisation de la République de la Terre et elles assurent la plus grande transparence et démocratie²⁰.

¹⁸ Actuellement, au-delà du 95% de la masse monétaire en circulation est employées dans la finance virtuelle, à l'extérieur de l'économie réelle (constituée par la production et par le commerce de biens matériels), dans opérations spéculatives qui augmentent la valeur monétaire sans augmenter, au contraire en réduisant la valeur de la richesse réelle.

¹⁹ Le formulaire d'adhésion est disponible sur le site Internet www.asmad.org

²⁰ Les Dispositions de Réalisation de la Constitution de la République de la Terre prévoient aussi :

- a) La Constitution de la République de la Terre est en vigueur du 1^{er} janvier de l'an deux mille un.
- b) L'Assemblée internationale est élue dans trois mois du moment où le nombre de participant rejoint au moins les cent-vingt millions.
- c) Jusqu'à l'élection de l'Assemblée internationale prévue de la Constitution, la direction et la coordination de la République de la Terre reviennent à un Comité des représentants composé de deux cents personnes, désignées par les fondateurs, qui auront obtenu la plupart des désignations à la fin de chaque trimestre solaire et qui accepteront cette charge;
- d) Le dernier Comité des représentants organisera l'élection de la première Assemblée internationale.

La Constitution de la République de la Terre établit en outre que:

- a) La République de la Terre est un système de gouvernement démocratique des habitants de la planète et de leurs groupes pour vivre en paix dans la meilleure façon possible ;
- b) La République garantit la pleine souveraineté de tous ses habitants et leur égalité par rapport aux lois.
- c) Elle promeut la participation politique à travers un système électoral dans lequel les peuples exercent une effective et constante souveraineté sur les gouvernements et ils sont les protagonistes de leur continu renouvellement;
- d) Les habitants de la République sont représentés dans l'Assemblée internationale constituée par un représentant pour tous les dix millions d'habitants;
- e) Les représentants dans l'Assemblée internationale sont élus directement par les habitants de la République de la Terre et ils restent en fonction environ quatre ans, sauf en cas de non-accomplissement des engagements pris avec les électeurs.

Les électeurs de l'Assemblée internationale sont tous les habitants de la planète qui font partie de la République et qui ont accompli seize ans d'âge au moment de la date des élections.

Chaque électeur de l'Assemblée internationale peut être élu dans l'Assemblée internationale même.

Celui qui demande d'être élu dans l'Assemblée internationale doit présenter, trois mois avant de la date fixée pour l'élection, sa demande au siège de la République de la Terre.

La demande d'élection souscrite par l'intéressé doit être envoyée par le service postal avec avis de réception, ou par le module spécial qui se trouve sur le site Internet, en indiquant son nom et son

Après son élection, l'Assemblée internationale élira le Gouvernement de la République de la Terre.

L'Assemblée internationale et le Gouvernement de la République de la Terre communiqueront formellement leur élection à toutes les institutions nationales et internationales, dans les formes prévues par les protocoles et par le droit international.

Épuisées les formalités institutionnelles, l'Assemblée internationale et le Gouvernement de la République de la Terre commenceront à opérer. L'Assemblée adoptera les décisions pour réaliser concrètement les principes prévus de la Constitution, et le Gouvernement pourvoira à les appliquer.

Chaque décision de l'Assemblée internationale et chaque acte du Gouvernement de la République sont, tout de suite, publicisés en toutes façons possibles et tous les électeurs pourront exercer le control sur tout ce qui sera décidé et réalisé par leurs représentants élus. Pour raisons de sûreté, seulement les lieux où se déroulent les réunions ils ne seront pas divulgués.

La République de la Terre ne représentera aucun coût pour celui qui en fait partie. Les frais de fonctionnement sont assurés d'une partie du remboursement de coût d'émission de la monnaie de la République de la Terre.

prénom, date et lieu de naissance, son ethnie entre celles indiquées dans la liste spéciale des ethnies, publiée dans le même temps que la date de fixation de l'élection et en incluant la photocopie d'un propre document d'identité et son programme électoral. Le programme électoral doit indiquer une ou plus de solutions pour réaliser au moins trois buts entre ceux-là prévus par la Constitution de la République de la Terre ou par les actes prévus par les Dispositions de réalisation et il doit être souscrit de l'intéressé en toutes ses parties.

Un Comité de control électoral nommé pour la première élection par le Comité des représentants et, pour les élections successives, par l'Assemblée internationale, il examine les demandes d'élection parvenue dans les termes utiles et il compose une liste des personnes qui puissent être élues, en éliminant seulement les nominatifs qui n'ont pas indiqué correctement les donnés nécessaires ou qui n'ont pas joint à leur demandes un programme électoral relatif, au moins, à trois buts prévus par la Constitution de la République de la Terre.

La liste des personnes qui peuvent être élus est publiée, avec les donnés et les programmes électoraux de ceux-ci, au moins deux mois avant de la date initiale fixée pour l'élection.

De la date de publication de la demande d'élection à celle fixée pour le début de l'élection de l'Assemblée internationale les requérants ne doit accomplir, sous peine d'exclusion de la liste par le Comité de control électoral, aucune forme de propagande ou publicité électorale directe ou indirecte qui tende à solliciter son élection.

Dans les jours de l'élection de l'Assemblée, chaque électeur peut exprimer son vote personale, libre et secret en indiquant à travers le système télématique qui lui sera en temps utile indiqué, une seule entre les personnes qui, au moment de la votation, résultent dans la liste des personnes qui peuvent être élues.

À la fin de l'élection sont élues, dans le nombre prévu par la Constitution les personnes qui auront obtenu la plupart des votes et, de toute façon, au moins un représentant pour chaque ethnie indiquée dans les demandes d'élection.

Dans dix jours de l'élection, l'Assemblée internationale, présidée de son component les plus anciens, élit entre ses membres, avec vote personale et secret, un Président et six Vice-présidents qui constituent la Présidence de l'Assemblée.

Dans dix jours de son élection le Président convoque l'Assemblée internationale en indiquant les sujets à discuter.

En cas d'absence le Président est substitué en Assemblée par le Vice-président le plus ancien d'âge et, en absence de tous les Vices-présidents, par un membre nommé par l'Assemblée.

L'action de la République de la Terre sera avant tout adressée à la paix et à la sécurité, à travers des rencontres avec les parts intéressées aux conflits et sur la base d'hypothèses concrètes pour l'accommodement pacifique de contrastes.

Dans même temps, la République de la Terre fera appliquer les normes sur le principe d'autodétermination pour chaque peuple et il affrontera le problème de la démilitarisation et conversion de l'industrie de guerre. Les éléments de plus grande acuité sera constituée de l'adoption de la monnaie de la République de la Terre.

Quelles réactions? On peut penser qu'un tel projet politique est contrecarré de l'empire et des autres États, mais aussi qu'il soit l'objet de réactions violentes.

Il ne sera pas ainsi. Les milliards d'électeurs de l'Assemblée internationale sont et restent aussi citoyens des différents Pays et électeurs dans les relatifs États. La précise volonté d'adopter un différent système politique mondial par la majorité des habitants de la planète ne peut que se réfléchir sur les réalités nationales et sur les actes de chaque État, compris l'«État guide».

En outre, la proposition d'un gouvernement mondial élu directement par les habitants de la planète n'est pas un défi à l'actuel pouvoir politique mais un défi à la guerre, à l'insécurité, à la pauvreté, à un avenir de plus en plus incertain, un défi à la peur.

La proposition de la République de la Terre est tout d'abord un acte de liberté, de volonté et de courage, comme un acte de liberté, volonté et courage est en faire partie. Celui qui connaît la psychologie humaine et les procès sociaux sait bien qu'une fois que l'idée est entrée dans l'esprit d'un être humain, une fois que l'idée se traduit dans un acte concrète, se génère un procès qu'on ne peut pas arrêter. Sauf que la proposition ne se révèle pas totalement erronée. Dans ce cas il sera nécessaire trouver une autre possibilité à cela qui est en train d'arriver et aux perspectives qui se délinéent dans l'avenir. Au fond, ils n'existent pas de vérités absolues ni solutions parfaites. Il existe seulement la possibilité de chercher la vérité et d'affronter les problèmes matériels. Mais faisons-les, avant qu'il soit trop tard.